

TABLE RONDE MFE : LES CANDIDAT·E·S EN DISCUSSION

Des approches créatives pour le système de santé - les idées ne manquent pas

Lors du congrès de la SSMIG, deux mois avant les élections, nous avons eu pour une fois la prochaine génération de politicien-ne-s de niveau national : des candidat-e-s des six grands partis, de Zurich et d'Argovie. Les recettes électorales des partis en matière de santé et les idées personnelles des candidat-e-s nous ont particulièrement intéressés.

La composition de la table ronde était captivante: deux médecins, deux infirmiers, une directrice des soins et une assistante sociale, dont quatre politicien-ne-s au niveau cantonal et deux au niveau communal. Ils sont toutes et tous candidat-e-s au Conseil national et leur motivation était palpable.



De gauche à droite: Patrick Hässig, Vert'libéral / Bettina Balmer, PLR / Brigitte Rööfli, PS / Anna-Béatrice Schmalz, Les Verts / Celine Schneider, Le Centre / Miro Barp, UDC. Remarque de la rédaction: la mise en place a été choisie par les candidat-e-s.

L'état d'esprit doit changer: Cinq francs aux urgences

Patrick Hässig a entamé la discussion par une déclaration réaliste: il serait pape s'il avait la solution aux problèmes du système de santé - il ne voit aucune chance de maîtriser les coûts. Si c'était le cas, il s'agirait d'une tâche sociopolitique consistant à changer l'état d'esprit afin de ne plus revendiquer toutes les interventions médicaux possible.

Bettina Balmer a soutenu ce point de vue: elle voit dans les débats sur le budget cantonal la lutte pour la répartition - c'est là que l'on détermine ce que le canton veut dépenser pour la santé. Elle a également fourni des exemples concrets sur le thème de l'«état d'esprit»: le deuxième flacon d'Algifor qu'une mère a voulu prendre pour son enfant parce qu'il était gratuit illustre bien la mentalité qu'il faut changer chez une partie des patientes et patients. Et elle s'est également inspirée du «Raschelsäckli-Fünfräppler», mais un peu différemment: pour elle, un forfait de cinq francs pour les urgences serait approprié. Comme signe que cela coûte quelque chose tout en restant abordable pour toutes et tous.

Anna-Béatrice Schmalz a trouvé que deux idées de Balmer étaient bonnes: amener la promotion de la santé et la préven-

tion à l'école et les cinq francs. Mais pour elle, le problème est bien plus fondamental: les charges dans le secteur de la santé sont un problème général, il faut un salaire minimum ou un revenu de base et du travail à temps partiel. Et bien sûr, il faut mettre la santé au centre et non la maladie, ce qui est dû au système.

La numérisation : une solution à tout? Pas vraiment, mais tous la voie comme solution

La plupart des participant·e·s à la table ronde espèrent beaucoup de la numérisation: soulagement, plus de temps pour les patient·e·s, moins de problèmes de coordination. La caisse unique et les primes en fonction du revenu ont également été mentionnées, mais uniquement du côté des Verts et du PS.

Pour Miro Barp, la solution serait plutôt de réduire le nombre d'hôpitaux et de simplifier l'assurance, en la divisant en une sorte de casco complète et une assurance de base. Il a fait remarquer que la majeure partie du système était financée par les impôts, que le système en lui-même était excellent et que peu de corrections étaient nécessaires.

La confiance doit être regagnée, entre les membres et dans le système

Il fallait s'attendre à ce que la fonction des médecins de famille soit louée et encouragée. Brigitte Rössli veut doubler leur salaire et réduire de moitié celui des spécialistes, la clinique Mayo est son idéal. Miro Barp voit également des rôles centraux pour le triage chez les APN, les sages-femmes et les pharmaciens·e·s. Et il est d'accord avec son collègue infirmier des Vert·libéraux: le personnel infirmier doit pouvoir facturer de manière autonome, l'initiative sur les soins infirmiers doit être mise en œuvre rapidement. Et c'est précisément pour cela que les deux hommes se recommandent pour le Conseil national, afin d'y avoir une représentation des soins infirmiers.

Céline Schneider, en tant que médecin-assistante, a pour sa part mis en évidence le problème de la relève: parmi ses collègues qui ont passé l'examen fédéral avec elle il y a deux ans, certains auraient déjà quitté le métier en raison d'une charge de travail trop importante. Le changement doit donc intervenir rapidement pour que tous restent en poste. Mais il faudrait quand même qu'ils soient plus nombreux, pourquoi pas via une école fédérale comme l'EPF? Pour elle, il est évident que les médecins de famille doivent rester au centre et avoir suffisamment de temps pour les patient·e·s, et que tout doit être bien représenté dans le tarif.

Deux interventions du public ont complété la table ronde. Pour un auditeur, la crise de sens est évidente, il y a trop d'acteurs dans le système et il devient difficile de freiner la demande. Et pour un autre médecin, la bureaucratisation déplorée de toutes parts est clairement l'expression d'une méfiance et d'un surcontrôle, il faut retrouver la confiance, entre nous et dans le système. C'est sur ce souhait que Philippe Luchsinger a conclu la table ronde.

Nous attendons avec impatience les élections: le 22 octobre, tout le monde est appelé à envoyer les professions de santé au Parlement, et pas des moindres. Réussira-t-on?

Reto Wiesli